

BURUNDI



INTEGRATION DE L'INDUSTRIE D'ASSURANCES DANS EAST AFRICAN COMMUNITY

Le 25 mars 2010, la Société d'Assurances du Burundi « SOCABU » - qui détient 49,70 % du marché du pays – a tenu sa 32^{ème} Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à l'Hôtel SOURCE DU NIL.

L'organe suprême de la société avait notamment à approuver le rapport du Conseil d'Administration, le rapport du Collège des Commissaires aux comptes et les états financiers de l'exercice 2009. Avant de prendre connaissance des opérations proprement dites, il lui a été communiqué l'environnement politico-économique dans lequel la Compagnie a opéré en 2009 ainsi que les performances réalisées par l'industrie d'assurances du pays et par la SOCABU.

1. ENVIRONNEMENT POTILITQUE ET ECONOMIQUE

Sur le plan politique, l'année 2009 a été cruciale pour la consolidation de la paix au Burundi. Elle a été marquée par des avancées considérables dans la mise en oeuvre effective de l'Accord global de cessez-le-feu entre le Gouvernement et le dernier mouvement rebelle, le Palipehutu-FNL, qui s'est transformé en parti politique en avril 2009, sous le nom de Force Nationale de Libération « FNL ».

Au cours de la même année 2009, les consultations nationales sur la mise en place des mécanismes de justice de transition ont été terminées. La Commission Electorale Nationale Indépendante « CENI » a été mise sur pied et différents instruments juridiques garantissant des élections démocratiques, libres et transparentes prévues en 2010 ont été adoptés.

Sur le plan régional, le Burundi a rejoint l'Union Douanière Est-Africaine et a adopté le Tarif Extérieur Commun « TEC ».

Il convient de rappeler que l'East African Community « EAC » est un ensemble économique et politique qui compte une population de plus de 125 millions de personnes et un produit intérieur brut combiné de USD 60 milliards ; ce qui représente une importante opportunité pour tous les investisseurs.

Sur le plan économique, le Produit Intérieur Brut « PIB » du Burundi a augmenté de 3% en 2009 sur une moyenne de 1,1% pour l'Afrique sub-saharienne.

La stabilité politique et la fin de la guerre civile ont permis d'améliorer les flux d'aide et l'activité économique a augmenté. Cependant, le Burundi reste tributaire de l'aide auprès de donateurs bilatéraux et multilatéraux pour sa reconstruction.

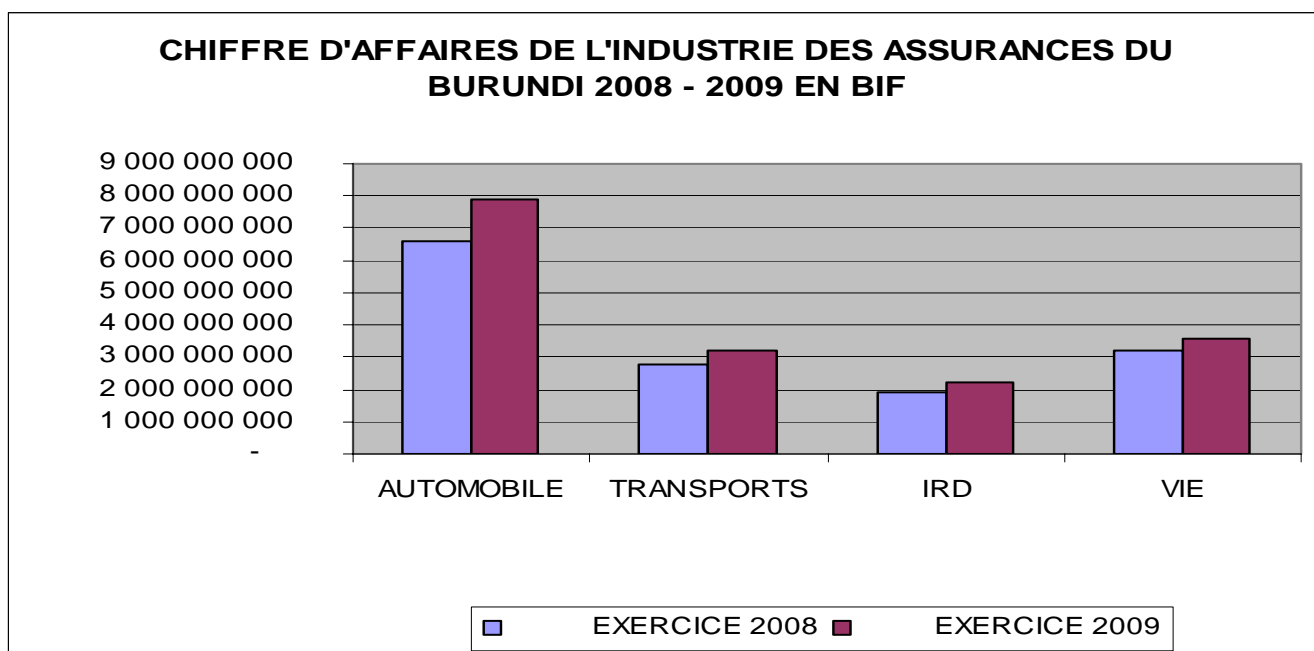
Concernant la production agricole industrielle, le secteur a enregistré en 2009 de faibles performances par rapport à l'année précédente :

- La production de café vert a été de 6.491 tonnes, alors qu'elle s'élevait à 24.742 tonnes en 2008. Ceci est dû à la cyclicité pour cette culture ;
- La production de thé sec a connu une légère augmentation, se situant à 6.731 tonnes contre 6.715 tonnes en 2008 ;
- A la SOSUMO, la production du sucre a chuté de 18.233 tonnes en 2008 à 14.314 tonnes.

2. INDUSTRIE DE L'ASSURANCE DU BURUNDI

La production globale de l'industrie de l'assurance du Burundi est passée de **BIF 14.507.020.405** en 2008 à **BIF 16.890.625.559** en 2009, soit une augmentation de **16,43 %**.

BRANCHES	EXERCICE 2008		EXERCICE 2009		VARIATION 2009/2008	
	Prime nettes en BIF	en %	Prime nettes en BIF	en %	en chiffres	en %
AUTOMOBILE	6 621 759 190	45,65	7 874 478 325	46,62	1 252 719 135	18,92
TRANSPORTS	2 790 212 769	19,23	3 193 420 309	18,91	403 207 540	14,45
IRD	1 899 452 667	13,09	2 224 924 726	13,17	325 472 059	17,14
VIE	3 195 595 779	22,03	3 597 702 199	21,30	402 106 420	12,58
TOTAL	14 507 020 405	100,00	16 890 525 559	100,00	2 383 505 154	16,43

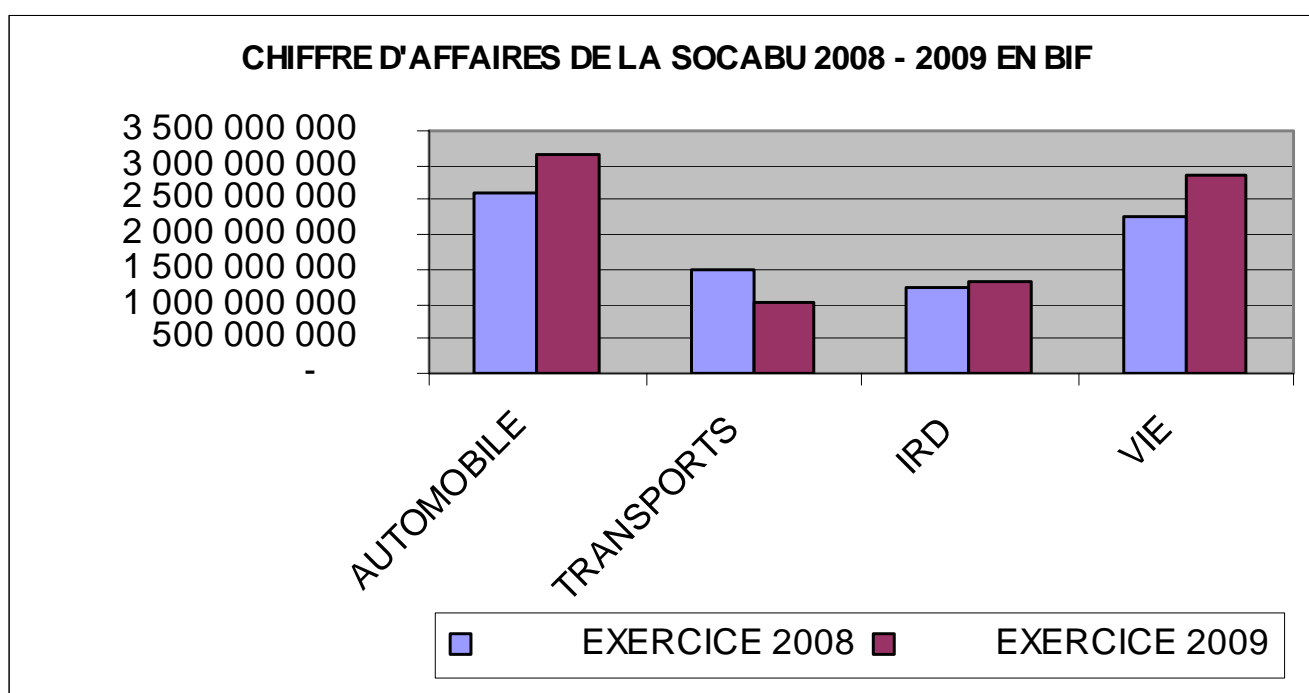


* BIF : Franc Burundi

3. OPERATIONS DE LA SOCABU

Le chiffre d'affaires réalisé en 2009 s'élève à **BIF 8.394.142.695** contre **BIF 7.561.907.061** en 2008, soit un accroissement de **11 %**.

BRANCHES	EXERCICE 2008		EXERCICE 2009		VARIATION 2009/2008	
	Prime nettes en BIF	en %	Prime nettes en BIF	en %	en chiffres	en %
AUTOMOBILE	2 600 289 076	34,39	3 144 315 581	37,46	544 026 505	20,92
TRANSPORTS	1 475 115 314	19,51	1 038 008 840	12,37	- 437 106 474	-29,63
IRD	1 244 024 714	16,45	1 342 902 536	16,00	98 877 882	7,95
VIE	2 242 477 957	29,65	2 868 914 738	34,18	626 436 781	27,94
TOTAL	7 561 907 061	100,00	8 394 141 695	100,00	832 234 694	11,01



L'exercice 2009 s'est clôturé avec **un résultat positif après impôt de BIF 1.170.304.971**. L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a décidé d'affecter à la Réserve extraordinaire un montant de BIF 573.911.971 soit la moitié du bénéfice distribuable, répondant ainsi au souci majeur de renforcer davantage la capacité financière de la Compagnie, afin de lui permettre de mieux se positionner sur le marché qui sera bientôt ouvert aux opérateurs de l'East African Community. Après cette opération, **les fonds propres se chiffrent à BIF 8.522.591.689**.

Au vu de ces performances, il y a lieu de se demander ce que sera demain l'industrie de l'assurance du BURUNDI.

Après plus d'une décennie de crise politique, le pays retrouve la paix et gagne du crédit de la part des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. De nombreux investisseurs commencent à relativiser le risque politique.

Le projet de construction du chemin de fer devant relier la zone minière de MUSONGATI, riche en Nickel, au port de DAR-ES-SALAAM sera exécuté de 2013 à 2017. Il permettra à la fois d'exploiter le gisement et de désenclaver le pays, réduisant ainsi les coûts exorbitants du transport terrestre qui constituent une des entraves majeures à la compétitivité de l'économie nationale face à celles des pays qui ont accès à la mer.

Certes, l'économie burundaise est essentiellement agricole, mais une industrialisation axée sur la transformation agro-alimentaire pourrait se développer rapidement. Le tourisme et les services sont également des créneaux pour relever le niveau de vie de plus de 8 millions d'habitants que compte le pays.

La mise en place d'une politique d'intégration régionale canalisant toutes les énergies des forces productives du pays est déterminante pour réussir le pari du développement. Il va de soi que le secteur des banques et assurances devra être parmi les principaux artisans de cette politique. Il faudra que les opérateurs se regroupent et / ou trouvent des partenaires extérieurs afin de renforcer leurs moyens d'actions susceptibles d'assurer leur croissance dans la sous-région.

Mars 2010

